



Ministère de la Famille, des Organisations Féminines  
et de la Protection de l'Enfance



Banque Islamique de Développement

**PROGRAMME D'ALPHABETISATION  
ET D'APPRENTISSAGE DE METIERS  
POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE  
(PALAM/BID/SEN)  
(Réf : SE 110 du 07/04/2009, PALAM/BID/SEN)**



**RAPPORT D'ACTIVITES JANVIER-MARS 2011**

**PAYS** : SENEGAL

**TITRE DU PROJET** : PROGRAMME D'ALPHABETISATION ET D'APPRENTISSAGE  
DE METIERS POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE  
(PALAM/BID/SEN 110)

**AGENCE D'EXECUTION** : UNITE DE GESTION DU PROGRAMME (UGP) SOUS TUTELLE  
DU MINISTERE DE LA FAMILLE, DES ORGANISATIONS  
FEMININES ET DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE

**NUMERO DU RAPPORT** : HUIT (08) – 01/ 2011

**PERIODE COUVERTE** : JANVIER – MARS 2011

# SOMMAIRE

## Introduction

- I. DONNEES PRINCIPALES
- II. ORGANISATION ET GESTION
- III. ACQUISITION DES BIENS ET SERVICES
- IV. PROGRAMME TRIMESTRIEL (Janvier – Mars 2011)
- V. ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES
- VI. DIFFICULTES
- VII. RECOMMANDATIONS
- VIII. PERSPECTIVES
- IX. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRE 1 2011

## Conclusion

## Annexes

PTT du premier trimestre 2011

## Introduction

Le Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la Lutte contre la Pauvreté « PALAM/VOLIP » s'inscrit dans l'Accord - Cadre global, signé à Dakar, le 31 juillet 2008 entre le Gouvernement du Sénégal et la BID. Il est en harmonie avec le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et le Programme de Développement de l'Education et de la Formation (PDEF) du Sénégal pour l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). La signature de l'Accord de prêt a eu lieu le 07 avril 2009 à Dakar. La durée du programme est de cinq (05) ans (2009-2013) avec une phase pilote de trois (3) ans, dans les régions de Diourbel et de Kafrine.

L'objectif principal du PALAM est de contribuer à la réduction de la pauvreté au sein des populations rurales et féminines en priorité, par l'accès à une alphabétisation fonctionnelle centrée sur les compétences et par l'accès aux services de micro finance favorisant l'auto développement.

Le programme comprend cinq (5) composantes :

- Composante 1 : Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9 à 15 ans
- Composante 2 : Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes âgés de 16 à 24 ans
- Composante 3 : Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses âgées de 24 à 49 ans
- Composante 4 : Dispositif de micro finance pour l'appui à l'auto emploi
- Composante 5 : Gestion et suivi du programme.

Les résultats attendus sont les suivants :

- 8000 enfants de 9-15 ans déscolarisés précoces ou non scolarisés dont 65% de filles fréquentent une école communautaire de base (ECB) d'ici 2013 ;
- 3000 jeunes et adultes âgés de 16 à 24 ans ont renforcé leurs compétences techniques et professionnelles;
- 10000 femmes travailleuses analphabètes âgées de 24 à 49 ans ont améliorées leurs compétences techniques et leurs revenus ;
- Au moins 60% des jeunes, adultes et 50 % des femmes en activité formés ont accès à la micro finance.

Le PALAM / VOLIP est le premier programme financé par le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement (FSID) de la BID, son acte de mise en vigueur a été signé le 13 Juin 2009, mais il a été officiellement lancé le **11 Janvier 2010** par son Excellence Maitre Abdoulaye Wade Président de la République du Sénégal en présence du Docteur Ahmed Ali Président de la BID.

Ce présent rapport présente les activités du premier trimestre de l'année 2011, il a été principalement marqué par la poursuite des processus d'acquisition (construction et opérateurs), mais surtout par la planification des activités de 2011 et l'évaluation de celles de 2010.

## I. DONNEES PRINCIPALES

**Numéro du Prêt** : SE 110 du 07/04/2009, PALAM/BID/SEN

**Sources de Financement** : Le programme est cofinancé par :

- ❖ La Banque Islamique de Développement (BID) via le FSID
- ❖ L'Etat du Sénégal

### Plan de Financement

Sources de financement	Devises	Monnaies locales	%
BID (FSID)	11,75\$	5 568 345 000	75,48%
Gouvernement du Sénégal	2,80\$	1 8 11 072 000	24,52%
Total	14,55\$	7 376 897 000	100%

### Estimation du Coût du Programme

- ❖ En devises : 14,55 millions de Dollars US
- ❖ En monnaie locale : 7 376 897 000 F CFA

### Répartition du Financement

- ❖ Prêt de la Banque Islamique de Développement 11, 75 millions de \$ US
- ❖ Contre partie Gouvernement du Sénégal : 2, 80 millions de \$ US

**Date d'approbation** : Octobre 2008

**Date de Signature de l'Accord de Prêt** : 7 Avril 2009

**Date de Signature de l'Acte de mise en Vigueur du Programme** : 13 Juin 2009.

## II. ORGANISATION ET GESTION

Le PALAM, créé par arrêté ministériel N° 07839 du 14 Août 2009, est administré par une Unité de Gestion du Programme (UGP), basée à Dakar, au 57, Avenue Georges Pompidou, les locaux ont été mis à disposition par l'Etat du Sénégal. L'UGP s'appuie sur les trois centres de responsabilité que sont la Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales, la Direction de l'Apprentissage et la Direction de l'Entreprenariat Féminin au niveau national et sur la plate forme de l'Initiative Nationale pour la Protection Sociale au niveau régional.

L'UGP est composée :

- D'une Directrice,
- D'un Expert Gestionnaire,
- D'un Expert en Education / Formation,
- D'une personne ressource (fonctionnaire détaché au programme) en charge du Développement Communautaire

- D'un Expert en Micro Finance,
- D'un personnel d'appui composé de secrétaires, d'une comptable matière et de chauffeurs. Par ailleurs, les services de gardiennage et d'entretien des locaux de l'UGP sont assurés respectivement par deux sociétés.

L'UGP est appuyé par :

- ✓ **un Comité de pilotage**, crée par arrêté ministériel N°10779 du 23 Novembre 2009, il est composé de plusieurs ministères, d'associations de femmes, de jeunes et de la société civile, ce comité est présidé par Madame le Ministre d'Etat, il se réunit une fois par semestre en vue de délibérer sur les plans de travail annuels, préparés par l'équipe du projet ;
- ✓ **un Comité d'appui technique** composé en plus des directions centres de responsabilité, d'autres directions et services nationaux impliqués de par leur mission régalienne dans la mise en œuvre du PALAM. Il se réunit trimestriellement et chaque fois que de besoin pour échanger sur l'état d'exécution technique du programme ;
- ✓ **la Plateforme Nationale pour la Protection Sociale (INPS)** : elle réunit l'ensemble des acteurs au niveau de chaque région, les collectivités locales, les services techniques déconcentrés et les autorités administratives. Elle assurera le suivi quotidien du programme dans toutes ces composantes, sous la direction du Service Régional du Développement Communautaire et l'appui des Acteurs Porteurs de Développement Communautaires ou APDC.

Comme susmentionné, en plus de ces organes, les centres de responsabilité assurent l'exécution de leur composante sous la supervision et la coordination de l'UGP.

### III. ACQUISITION DES BIENS ET SERVICES

Nature des acquisitions	Montant	Niveau d'exécution	Observations
<b>1- BIENS</b> ✓ Achat de consommables et fournitures de bureau <i>Acquis à travers une demande de cotation à partir d'une liste restreinte.</i>	11 000 000 F CFA		
<b>2- SERVICES</b> ✓ Réalisation Audit	8 000 000 F CFA		
<b>3- DIVERS</b> ✓ Salaires	46 700 000 F CFA		

## **IV. PROGRAMME TRIMESTRIEL (Janvier – Mars 2011)**

### **Composante 1**

- ✓ Identification des bénéficiaires
- ✓ Recrutement des opérateurs
- ✓ Construction des classes ECB
- ✓ Acquisition des équipements des classes

### **Composante 2**

- ✓ Identification des bénéficiaires
- ✓ Recrutement des opérateurs
- ✓ Elaboration des Curricula

### **Composante 3**

- ✓ Identification des bénéficiaires
- ✓ Recrutement des opérateurs

### **Composante 4**

- ✓ Elaboration de conventions avec différents partenaires
- ✓ Acquisition d'une assistance technique en finance islamique
- ✓ Acquisition d'une assistance technique en Suivi évaluation
- ✓ Diagnostic des SFD
- ✓ Sélection des SFD
- ✓ Sélection des ONG

### **Composante 5**

- ✓ Acquisition pour la construction des classes ECB
- ✓ Acquisition pour la fourniture des équipements des classes
- ✓ Acquisition pour le recrutement des opérateurs
- ✓ Retraite annuelle
- ✓ Elaboration du PTA 2011
- ✓ Validation du manuel de procédures

## V. ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES PROGRAMMEES

### V.1 Activités programmées et réalisées

#### ❖ Composante 1 : « Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9-15 ans »

Le Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la Lutte contre la Pauvreté « PALAM » s'inscrit dans l'Accord - Cadre global, signé à Dakar en 2008 entre le Gouvernement du Sénégal et la Banque Islamique de Développement (BID).

En parfaite harmonie avec le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et le Programme Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF), le PALAM contribue à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Dans cet important Programme, la Composante 1 (les ECB) est déléguée au Ministère de l'Enseignement Préscolaire, de l'Elémentaire, du Moyen Secondaire et des Langues Nationales à travers la Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales(DALN).

Elle est aussi chargée des volets alphabétisation dans les composantes 2 et 3.

La composante1 a donc pour objectif général de:

- Assurer l'accès à une éducation de qualité, sur une durée de 3 à 4 ans, avec application du programme de l'élémentaire allégé pour la passerelle vers le formel et la formation pré-qualifiante au profit des enfants âgés de 9 à 15 ans, déscolarisés de manière précoce et non scolarisés dont les talibés des Daara, avec un accent particulier à la disparité fille / garçon.
- Assurer une alphabétisation fonctionnelle qualifiante aux jeunes et aux femmes travailleuses.

Elle a aussi pour résultats attendus :

- ❖ 8.000 enfants dont 65 % de filles âgés de 9 – 15 ans, déscolarisés précoces ou non scolarisés dont ceux des Daraas ont bénéficié des programmes d'écoles communautaires de base (ECB) d'ici à 2013.
- ❖ 2000 jeunes adultes, de 16-24 ans, alphabétisés au courant de l'année;
- ❖ 6000 femmes travailleuses analphabètes, âgées de 24 - 49 ans, alphabétisées au courant de l'année.

**Pour exécuter ce programme, un Plan de Travail est élaboré en 2011 et les activités ci dessous ont été menées durant le trimestre:**

#### **L'identification des bénéficiaires**

Suite à la mission de pré identification et d'identification, il a été retenu d'organiser la sélection des bénéficiaires. Une mission est planifiée avec l'ensemble des acteurs de la composante aussi bien au niveau national qu'au niveau local.

Compte tenu du retard dans le recrutement des opérateurs et dans le but de mieux maîtriser les données du terrain par l'équipe du PALAM, le comité de pilotage a instruit l'équipe du programme d'organiser cette mission de sélection des bénéficiaires.

Les termes de références sont élaborés et validés et la mission prévue pour le trimestre prochain.

L'objectif de cette mission est d'identifier les villages d'implantation des ECB et de dresser la liste nominative des enfants de 9 à 15 ans dans les villages retenus pour abriter le programme des Ecoles Communautaires de Base (ECB).

### **Le recrutement des opérateurs en alphabétisation**

L'alphabétisation des enfants, des jeunes et des femmes est assurée par des opérateurs qui sont recrutés par appel d'offres national avec manifestation d'intérêt, durant ce trimestre les dossiers d'appel d'offres (DAO) ont été rédigés et envoyés à la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) et à la Banque Islamique de Développement (BID) pour avis de non objection.

Le DAO validé sera transmis aux opérateurs présélectionnés pour qu'ils puissent déposer leur requête.

La sélection définitive des opérateurs en alphabétisation est prévue au courant du trimestre prochain.

### **La construction des classes ECB**

Le processus de recrutement des entreprises chargées de la construction des quatre vingt quatre (84) classes ECB, entièrement financées sur les fonds BID s'est poursuivi. Ainsi les contrats ont été signés avec les entreprises attributaires et les avis de non objection de la BID et de la DCMP ont été obtenus. Aujourd'hui les contrats sont envoyés au Ministre de l'Economie et des Finances, autorité chargée de l'approbation du marché ; ensuite se sera la notification de l'ordre de démarrage.

### **❖ Composante 2 : « Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes »**

La mise en œuvre des activités de la composante 2 du PALAM est déléguée à la Direction de l'Apprentissage (DA) du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (METFP).

Les objectifs du système de **la formation professionnelle et technique** dans le cadre du Programme Décennal pour l'Education et la Formation (PDEF) sont:

- Accroître le taux de qualification professionnelle et technique au sein de la population;
- Mettre sur le marché du travail des ressources humaines qualifiées en adéquation avec les besoins des entreprises de production de biens et de services;
- Promouvoir le savoir agir et la créativité chez les jeunes et les préparer à devenir des acteurs performants dans la vie active.

C'est dans cette optique que la Direction de l'Apprentissage (DA) a été créée pour la structuration et la normalisation des pratiques de l'apprentissage, afin de permettre aux jeunes ayant choisi cette voie, d'atteindre des niveaux de qualification normés et reconnus, donnant droit à des certifications appropriées permettant une meilleure insertion professionnelle.

#### **La DA a pour mission:**

- Organiser l'apprentissage en s'appuyant notamment sur les chambres de métiers et les OPA;
- Capitaliser les expériences et formaliser l'utilisation des langues nationales;
- Mettre en œuvre un système d'insertion;
- Faciliter l'introduction de la FPT dans les Daaras.

**Le PALAM, dans sa composante 2**, épouse parfaitement les missions de la DA, raison pour laquelle la mise en œuvre de celle-ci lui a été déléguée, avec comme mission principale la formation qualifiante des jeunes et adultes de 16 – 24 ans.

Cette formation se fera simultanément dans les ateliers artisanaux et les centres ressources des régions ciblées avec une approche centrée sur les compétences

La réalisation des activités suppose la mobilisation de moyens techniques et humains pour la mise en œuvre des investissements sur leurs composantes matérielles et immatérielles. **La Composante 2**, est déléguée à la Direction de l'Apprentissage. Sa mise en œuvre au niveau local est assurée par des prestataires de services de formation (Opérateurs porteurs de projets de formation).

#### **Objectif de la composante 2**

Répondre aux besoins de qualification des jeunes et des adultes âgés de 16 à 24 ans des Régions de Diourbel et Kaffrine et appuyer leur insertion professionnelle par la micro finance.

#### **Résultats attendus de la composante 2**

- Huit (08) curricula pour les filières porteuses d'emplois et guides de formation pratique sont élaborés et mis en application ;
- 212 artisans chefs d'atelier sont formés ;
- 3000 jeunes et adultes sont bénéficiaires du programme sur une durée de 18 mois au plus ;
- 60% des jeunes formés bénéficieront de financement.

#### **Activités réalisées**

Au cours de ce trimestre la sélection des bénéficiaires, l'élaboration des curricula et la sélection des opérateurs ont été les activités phares de la composante.

Les activités du trimestre ont permis de stabiliser les villages d'intervention de la composante dans les deux régions ainsi que le stock de jeunes dans chacun des villages retenus. Cette activité devra déboucher sur la présélection des jeunes devant bénéficier de la formation technique ainsi que de l'alphabétisation fonctionnelle. Il reviendra ainsi aux opérateurs recrutés de sélectionner définitivement les jeunes dans la liste des présélectionnés.

L'activité d'élaboration des curricula est lancée et le DAO est en attente de validation au niveau de la Direction Centrale des marchés Publics (DCMP) du Sénégal qu'au niveau de la BID à Djeddah.

Il en est de même que l'activité recrutement des opérateurs techniques qui seront chargés de la formation des jeunes sélectionnés.

### ❖ **Composante 3 : « Alphabétisation Fonctionnelle des Femmes travailleuses »**

#### ⚡ **La Direction de l'Entrepreneuriat Féminin**

Sous tutelle du Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Micro Finance, la Direction de l'Entrepreneuriat Féminin prépare et met en œuvre le document de développement de l'entrepreneuriat féminin arrêté par le Chef de l'État en matière de création d'entreprises par les femmes.

#### ▪ **Objectifs**

A ce titre, elle est chargée entre autres de :

- développer les actions permettant d'aider les femmes entrepreneures ainsi que les femmes souhaitant créer une entreprise ;
- d'élever le niveau technique, technologique et managérial des femmes chefs d'entreprises ;
- de mettre en place une banque de données sur l'entrepreneuriat en général et l'entrepreneuriat féminin en particulier ;
- de mettre en place des organes techniques de gestion des programmes de l'entrepreneuriat féminin ;

#### ▪ **Vision**

Amener les femmes entrepreneures ou celles souhaitant le devenir, tant en milieu rural qu'urbain, à créer, gérer et développer des entreprises selon les normes internationales dans les créneaux porteurs de l'économie du Sénégal et de l'Afrique *en tenant compte des objectifs du NEPAD*.

En effet, le NEPAD se propose globalement de promouvoir un développement durable sur le continent ; de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ; de promouvoir le rôle des femmes dans toutes les activités ; de mettre un terme à la marginalisation de l'Afrique dans le processus de mondialisation.

Il s'agit d'objectifs à long terme dont la réalisation devrait donner une impulsion nouvelle au développement du continent. Et c'est en ce sens qu'existe une parfaite harmonie entre le NEPAD et le PALAM qui vise à contribuer à la réduction de la pauvreté chez les jeunes et les femmes par le biais du triptyque alphabétisation-formation professionnelle et micro finance islamique.

#### ⚡ **La Composante 3 du PALAM**

La Direction de l'Entrepreneuriat Féminin est le centre de responsabilité de la composante 3 du PALAM, intitulé « Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses », elle a pour objectif principal de permettre aux femmes travailleuses analphabètes d'accéder aux opportunités d'alphabétisation, de formation qualifiante et au financement. Ses Résultats ou Objectifs opérationnels sont :

- 10.000 femmes travailleuses analphabètes âgées de 24 à 49 ans ont amélioré leurs compétences techniques et leurs revenus, à travers une alphabétisation fonctionnelle suivie d'une formation dans un corps de métiers.
- 50% de ces femmes devront bénéficier de crédit à travers la Micro finance.

### **Activités réalisées**

Au cours de ce trimestre la sélection des bénéficiaires et la sélection des opérateurs ont été les activités phares de la composante.

Les activités du trimestre ont permis de stabiliser les villages d'intervention de la composante dans les deux régions ainsi que le stock de femmes travailleuses dans chacun des villages retenus. Cette activité devra déboucher sur la présélection des femmes devant bénéficier de la formation technique ainsi que de l'alphabétisation fonctionnelle. Il reviendra ainsi aux opérateurs recrutés de sélectionner définitivement les femmes dans la liste des présélectionnés.

L'activité recrutement des opérateurs est lancée et le DAO est en attente de validation au niveau de la Direction Centrale des marchés Publics (DCMP) du Sénégal qu'au niveau de la BID à Djeddah.

Toutes ces activités planifiées sont en cours de réalisation et vont se poursuivre pour le trimestre prochain.

### **❖ Composante 4 : «Dispositif de Micro finance pour l'appui à l'auto-emploi » Objectifs de la composante pour 2011:**

Permettre aux **2 000 jeunes/ adultes** bénéficiant de la formation qualifiante de la composante 2 et aux **6 000 femmes travailleuses** ayant subi l'alphabétisation fonctionnelle et la formation professionnelle de la composante 3 d'accéder à un dispositif de micro finance adapté basé sur la charia leur permettant de promouvoir leurs micro-entreprises

#### **Résultats attendus pour 2011:**

- 25% des 1200 jeunes à financer soit 300 jeunes**
- 30% des 3 000 femmes à financer soit 900 femmes.**
- Le renforcement des capacités en finance islamique (UGP, IMF, ONG, Partenaires institutionnels)**
- L'appui institutionnel en équipement des IMF sélectionnées et des partenaires institutionnels de la composante**
- Le financement d'au moins 38 micros entreprises de jeunes et 112 micros entreprises de femmes.**

Les principales activités programmées/réalisées sont :

- ❖ **Elaboration conventions avec les différents partenaires :**
  - Le protocole liant le PALAM et la DDC a été signé par nos deux structures janvier 2011.
  - Le protocole liant le PALAM et l'Association Professionnelle des SFD (AP/SFD) a été préparé et soumis à ladite association pour amendements
  - Le protocole liant le PALAM et le CONGAD a été préparé et soumis à ladite association pour amendements
- ❖ **Assistance Technique en Finance Islamique :**
  - Suite à l'ANO de la BID du **5 Février 2011**, les TDR ont été revus et une nouvelle liste restreinte a été confectionnée.
  - La consultation a été relancée depuis le **25 Mars 2011**.
- ❖ **Assistance Technique en Suivi – évaluation :**
  - Suite à l'ANO de la BID du **12 Janvier 2011**, les TDR ont été revus et une nouvelle liste restreinte a été confectionnée.
  - La consultation a été relancée depuis le **03 février 2011**.
- ❖ **Sélection des SFD**
  - Réunion avec la DRS/SFD le 04 Février 2011 pour amender la liste des SFD présélectionnés
  - Préparation TDR mission diagnostique des SFD
  - Démarrage du processus de sélection du consultant
- ❖ **Sélection des ONG**
  - Le dossier d'appels d'offres pour la sélection des ONG a été finalisé et soumis à la DCMP et à la BID pour ANO

#### ❖ **Composante 5 : « Gestion et suivi du projet »**

La composante 5 assure la gestion et le suivi du programme par l'UGP, pour le trimestre 1 de l'année en cours, les principales activités réalisées sont principalement la signature d'une convention de partenariat entre la PALAM et l'OFEJBAN, la rencontre de partage sur le PALAM avec les élus (sénateurs et députés) des régions de Diourbel et Kaffrine et enfin l'organisation de la retraite annuelle qui a permis d'élaborer la plan de travail annuel de 2011.

#### **La retraite annuelle 2011**

##### **Contexte de la retraite**

Conformément à la planification quinquennale des activités, un premier PTA a été mis au point pour l'année 2010 et validé par le comité de pilotage. Pour continuer dans la même lancée, il est prévu alors de faire une retraite d'évaluation et de planification en vue de partager les résultats atteints pour 2010 et planifier les activités pour 2011.

Ainsi, en prélude du prochain comité de pilotage, il est planifié cet atelier en vue d'évaluer le PTA 2010, d'élaborer celui de 2011 et de partager avec l'ensemble des acteurs le manuel de procédures global du programme.

Pendant trois jours, les acteurs du programme se sont retrouvés à Saly pour partager les réalisations de 2010, en apprécier les écarts et s'appuyer sur ces écarts et sur le plan quinquennal pour élaborer le PTA 2011. En marge de ces activités, le manuel de

procédures administratives, techniques et financières a été partagé et les acteurs y ont apporté les compléments souhaités.

### **Rappel des objectifs de l'atelier**

Trois temps forts ont marqué la mise en œuvre de cet atelier :

#### **La validation des réalisations du PTA 2010**

Les activités mises en œuvre en 2010 sont issues de l'atelier de planification organisé en début de l'année 2010 par les acteurs. Cet atelier a permis d'identifier les différentes actions à mener à réaliser en rapport avec chaque extrant. Cette élaboration avait pris en compte la description du processus (sous activités) du graphique linéaire de responsabilité (acteurs et responsables) du budget et de la période de réalisation (coût et échéancier). Le premier objectif a tourné autour de la validation du niveau de réalisation des activités.

#### **L'élaboration du PTA 2011**

Le premier PTA a été directement tiré des activités prévues dans le chronogramme de réalisation du plan quinquennal. Pour le PTA 2011, il prend en compte les activités de 2010 non réalisées formulées sur la base des recommandations de l'évaluation des résultats du PTA 2010 et la planification de 2011. Cette étape a concerné le deuxième objectif de l'atelier.

#### **La validation du manuel de procédures**

Elaboré de manière participative, amendé par les intervenants directs, il était judicieux de le partager avec l'ensemble des parties prenantes du projet. Cet exercice de validation a permis de prendre en compte les dernières recommandations et a été une occasion de relecture par l'ensemble des acteurs. Les travaux dans cette étape ont conduit à la prise en charge du troisième objectif de l'atelier.

#### **Déroulement de l'atelier**

A l'image des objectifs, le déroulement de l'atelier devrait se faire autour des trois axes : évaluation des résultats du PTA 2010, validation du PTA 2011 et partage du manuel des procédures administratives, techniques et financières. Quelque soit l'axe de l'atelier, les échanges ont été organisés sous forme de travaux de groupe ou de plénière directe.

#### **Travaux en plénière**

Ils ont concerné toute la première partie de l'atelier et la restitution pour l'étape concernant le manuel de procédures. Directement en plénière, les différents résultats du PTA 2010 ont été présentés par la directrice de PALAM. Ces échanges ont été complétés par les autres membres de l'UGP et des centres de responsabilité. Quelques questions et clarifications ont meublées cette partie. Il y a eu ensuite, la présentation des différents PTA 2011 des différentes composantes. Ces présentations ont été aussi validées après des échanges et débats de clarification et des suggestions. Enfin le troisième aspect des plénières a concerné la validation du manuel des procédures. Cette étape sous la coordination du consultant manuel de procédures a été la dernière plénière dans le cadre de cet atelier.

#### **Travaux d'atelier**

Pendant cette retraite, un seul workshop a été organisé autour des groupes de performance dans le cadre de la relecture du manuel de procédures. Compte tenu de la spécificité des thèmes et du domaine de compétences des différents acteurs, trois groupes de performances ont été proposés. Le groupe qui devrait traiter de la mise en œuvre des activités, le groupe qui prenait en compte les procédures administratives et

financières et le groupe qui a traité les aspects purement comptables dans la mise en œuvre du PALAM. Pendant la mise en œuvre des activités de groupe, l'expert qui a élaboré le manuel devrait appuyer les groupes dans la compréhension de certains aspects.

## Résultats atteints et analyse des résultats

### Présentation des résultats de l'évaluation du PTA 2010

#### Méthodologie

Elle a été faite par la directrice de PALAM sur la base d'une présentation Power Point. La présentation prenait en compte l'ensemble des composantes du projet. Pour chaque composante, elle est revenue sur le rappel des activités prévues dans le cadre temporaire. Ensuite, elle a présenté le tableau de réalisation des activités de la composante et la représentation de sa courbe de réalisation. En outre, elle a relevé les contraintes et présenté les recommandations formulées et ou les besoins d'actions nécessaires. Enfin pour l'ensemble des composantes, elle a présenté la synthèse des contraintes et les recommandations aux différents acteurs (BID, Etat du Sénégal, UGP/ Centres de responsabilités,)



#### Des moments de partage intenses des résultats de la réalisation du PTA 2010

#### Analyse du résultat

Cette étape a permis de relever plusieurs contraintes qui ont rendu difficile la réalisation des activités. Ces contraintes sont résumées comme il suit :

- **Les lourdeurs administratives**

La lenteur dans le traitement des dossiers a été un handicap sérieux qui a rendu difficile la réalisation des activités. Lorsque pour un projet des activités sont liées, la loi de l'antériorité est un facteur essentiel ; En d'autres occasions, la mise en œuvre se comprend en deux étapes : le montage institutionnel et la phase de mise en œuvre. Cette option a l'avantage de mettre tout en œuvre avant la phase activité de terrain. Mais au niveau de Palam, rien que le retard dans le recrutement des opérateurs aura hypothéqué la réalisation de plus de 60% des activités.

- **La non mobilisation des ressources de l'Etat**

Elle concerne la construction des salles de classes (GAP de 71 salles), les facilités pour les daaras, l'équipement des ateliers des artisans. Cette situation rend difficile l'atteinte des résultats escomptés car si l'on prend juste l'équipement des ateliers des artisans, on se rend compte aisément que pour réussir la formation des jeunes apprentis dans la stratégie d'apprentissage de type dual, il doit séjourner par alternance à l'atelier et en salle. Le niveau de développement de ces ateliers est donc une condition pour la réussite de la stratégie. Si l'on prend en compte le niveau de pauvreté dans la Zone de concentration opérationnelle du projet des solutions doivent être trouvées pour desserrer cette contrainte

- **Le recrutement d'un expert en finance islamique**

La nouveauté du domaine est à l'origine de la difficulté de trouver un expert en finance Islamique. Or, cet expert doit aider à finaliser la stratégie de la composante, appuyer la mise en œuvre des activités de cette composante par le renforcement des capacités des acteurs. Cette contrainte exige des efforts supplémentaires en termes de budget pour pouvoir décrocher cet expert qui est quand même important dans le dispositif de la composante 4 du projet PALAM.

## Présentation des activités du PTA 2011

### . Méthodologie

Elle a été faite par composante. Pour chaque composante, le responsable et ou le point focal ont eu à présenter les activités prévues pour l'année 2011. Pour chaque extrant de la composante, ils ont présenté les activités prévues, les responsables chargés de l'exécution de l'activité, l'échéancier, le budget et les sources de financement (Etat et ou BID). Après chaque



présentation, il a été demandé de compléter avant d'ouvrir un débat pour une harmonisation au niveau de tous les acteurs.

La présentation par les points focaux ou les responsables de composantes



Les échanges ont plus concerné les informations sur la présentation des résultats qui ne prenaient pas en compte les acteurs. Ce qui a été corrigé pour les présentations qui ont



suivies.

### **Analyse du résultat**

Les différentes activités planifiées dans le cadre de l'année 2011 prennent en charge les écarts de 2010 et les réalisations proprement dites de 2011 prévues dans le plan quinquennal. Les PTA 2011 par composante ont été présentés avec des budgets et une planification qui devrait prendre en compte un certain nombre de choses :

- **Echéancier de réalisation**

Les planifications de chaque composante devraient prendre en compte la réalisation des activités des autres composantes. Ainsi, le financement des femmes par exemple ne peut se faire que si leur formation et leur plan d'affaire est effectué. L'alphabétisation fonctionnelle ne peut se faire que si les apprentis sont identifiés, sélectionnés et formés et les classes réalisées. Cette harmonisation a été faite dans le cadre de cette étape

- **Harmonisation dans la budgétisation des activités**

La budgétisation des activités d'une composante prend en compte aussi le fait que l'exécution peut interpeller une autre composante. Pour éviter les doubles emplois, il a été procédé à une révision interne pour ne les prendre que dans une seule

composante. Il en est de même pour les activités des opérateurs qui doivent intervenir selon un protocole qui n'est pas encore signé. Les montants des contrats ont été annoncés et il a été jugé de ne prendre en charge que le budget qui concerne l'année 2011.

- **Prendre en charge directement certaines activités au niveau des composantes**

La planification des activités postulait une responsabilisation des opérateurs dans le cadre de certaines activités. Les procédures de recrutement de ces opérateurs étant longues, il a été aussi envisagé de mettre cette activité d'identification et de sélection sous la responsabilité des composantes. Ceci a l'avantage de permettre aux opérateurs d'attaquer directement le processus de renforcement d'une part et d'autre part de donner de la matière aux composantes pour les premières interventions de l'année 2011.

## **Partage et harmonisation sur le manuel de procédures**

### **Méthodologie**

Cette étape a été l'occasion pour les participants de travailler en groupes de performances. Chaque groupe devrait travailler selon les termes de références ci-dessous :

- *Termes de référence du travail en groupe de performance pour la validation du MP*

1. Se mettre en groupe de performance
2. Pour chaque groupe, procéder à l'exploitation du chapitre qui vous concerne
3. Vous devrez classer les sous chapitres en trois rubriques :
  - A. *Nous avons lu, compris et accepté*
  - B. *Nous avons lu, mais nous n'avons pas compris*
  - C. *Nous avons lu, nous avons compris mais nous ne sommes pas d'accord*
4. Lorsque la réponse de votre groupe sur une partie est « B », vous devrez faire recours au consultant Manuel de procédures qui apportera dans le cadre du groupe les explications nécessaires. Il ne sera par ailleurs sollicité que lorsque tous les membres du groupe ne comprennent pas, le cas non échéant, l'échange interne est recommandé.
5. Lorsque la réponse de votre groupe est « C », vous devrez vous rassurer que c'est le point de vue de tout le monde avant de proposer une reformulation pour la plénière de validation.

### *Plénière de validation*

Au niveau de la plénière, les groupes restituent et la plénière s'organisera comme il suit :

- Chaque groupe présente la partie où il a des objections
- Le grand groupe (les autres groupes) donne leur point de vue
- Le consultant apporte sa contribution qui permettra de s'accorder sur la modification proposée
- Le consultant MP s'accorde avec le grand groupe pour la validation sur les modalités « C » lorsque c'est l'avis de tous les groupes.
- Les éléments de validation sont alors synthétisés par le facilitateur de l'atelier

### **Analyse des résultats**

Le manuel de procédures a fait l'objet d'une relecture profonde qui a été obtenue grâce à la démarche utilisée. Les groupes ont exploité le manuel ligne par ligne et ont débouché à une validation avec l'intégration de quelques points selon les groupes (cf annexe 6 résultats des travaux de groupe)

## Conclusion

L'atelier organisé par le PALAM a été un moment d'échanges intenses avec une implication de tous les acteurs. Elle s'est déroulée dans une atmosphère favorable à un échange fructueux, ce qui en fait d'ailleurs sa réussite. Les différentes interventions ont été assez constructives, chacune s'inscrivant dans les voies et moyens pour permettre l'atteinte des objectifs visés. Il est clair que les acteurs ont tous reconnus que les bénéficiaires sont assez pressés pour la réalisation des activités concrètes en leur faveur (formation, appui conseil, financement...). Les acteurs ont aussi reconnu l'engouement de la population des zones concernées pour ce projet assez novateur. Seulement, tous acceptent que les activités ne peuvent être réalisées que si un certain nombre de contraintes sont levées. Ces contraintes concernent les lenteurs dans les procédures, la non prise en compte des activités citées plus haut et l'absence d'un expert en finance Islamique. C'est pour cette raison qu'il est décidé de convoquer une rencontre tripartite pour lever ces contraintes.

## Les acquisitions

Au cours de ce trimestre le processus d'acquisition des biens et service s'est poursuivi, il s'agit notamment de la sélection des:

- ☞ Des entreprises pour la construction des salles de classes ECB,
- ☞ Des entreprises pour la fourniture des équipements des classes ECB,
- ☞ Des opérateurs pour la formation technique et en alphabétisation des cibles.

## V.2 Activités programmées et non réalisées

- Diagnostiquer les SFD pré- sélectionnés
- Finaliser la sélection des SFD

## V.3 Activités non programmées et réalisées

Il s'agit principalement de la signature de protocole de partenariat entre le PALAM et l'OFEJBAN et de la rencontre de partage entre le PALAM et les parlementaires des régions de Diourbel et Kaffrine.

### V.3.1 Protocole de partenariat PALAM – OFEJBAN

Le PALAM intervient dans les régions de Kaffrine et de Diourbel, qui ont été choisies eu égard à l'acuité de la pauvreté dans ces zones, particulièrement en milieu rural. Les quinze Communautés Rurales choisies, dont celle de MBOSS, l'ont été suite au croisement de la carte de pauvreté avec celle de l'analphabétisme et du taux de scolarisation

On note aussi l'existence de structures en charge uniquement de l'émancipation économique de la jeunesse. Cette volonté étatique est allée jusqu'à segmenter les interventions selon la spécificité des réalités socio-spatiales. De là, on pourrait expliquer la naissance de l'**Office pour l'Emploi des Jeunes de la Banlieue (OFEJBAN)**.

Programme expérimental qui intervient uniquement dans les régions de Diourbel et Kaffrine, le PALAM devra être étendu à d'autres régions du Sénégal en cas de succès.

L'OFEJBAN qui a une envergure nationale et qui n'intervient pour le moment que dans la banlieue de Dakar, a pour ambition d'élargir ses activités dans tout le pays.

Forts de ce challenge et en vue de raccourcir les délais d'exécution aussi bien pour le PALAM que pour l'OFEJBAN, les deux structures ont exprimé la volonté de collaborer dans la mise en œuvre de leurs activités respectives.

Le présent protocole d'accord (ci-joint) précise la nature et les modalités de collaboration entre le Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la lutte contre la pauvreté (PALAM) et l'Office pour l'Emploi des Jeunes de la Banlieue (OFEJBAN).

### **V.3.2 La rencontre de partage avec les parlementaires**

Sur les instructions de Madame le Ministre d'Etat, Madame Ndèye Khady Diop, l'équipe du PALAM a organisé un atelier d'échanges et de partages entre l'équipe du l'UGP élargie aux Centres de responsabilité et les parlementaires et conseillers de la République, des zones d'intervention du programme.

La journée de travail a eu lieu le lundi 17 janvier 2011 au Centre Ginndi (ex Zakat house), sis Front de Terre, à 15 heures, sous la présidence effective de Madame le Ministre d'Etat.

L'objectif de la rencontre était de partager sur l'état d'exécution du PALAM, les contraintes rencontrées, les perspectives pour l'année 2011 et de recueillir leurs recommandations en vue de réaliser de meilleures performances.

La cérémonie a débuté par une séance de prières pour un Sénégal prospère et paisible.

Ouvrant les travaux au nom de Madame le Ministre d'Etat, Monsieur Khalifa WADE, Attaché de Cabinet a souhaité la bienvenue aux Honorables députés et Sénateurs, ainsi qu'à tous les conseillers de la République et présenté les excuses sincères de Madame le Ministre d'Etat, retardée pour une mission républicaine.

A sa suite, Madame Mbacké Khady Fall Ndiaye, Directrice du PALAM après avoir souhaité la bienvenue aux Honorables invités a rappelé que la rencontre se tenait sur les instructions de Madame le Ministre d'Etat, dans le souci d'une plus grande implication des parlementaires dans la mise en œuvre du PALAM. C'est ainsi dira-t-elle que la rencontre sera consacrée à la présentation du PALAM par les différents responsables, et à des exercices de partages sur l'état d'exécution et les contraintes rencontrées.

Au terme des différentes présentations, les Honorables participants à l'unanimité, ont remercié Madame le Ministre pour le respect qu'elle leur témoigne, en qualité d'élu du peuple en les associant chaque fois à des exercices de partages sur les activités majeures de son Département.

Ils ont tous magnifié l'initiative de la rencontre d'information et de partage sur les activités du Programme, et encouragé par Madame le Ministre à poursuivre dans ce sens.

Les honorables élus ont également félicité la Directrice du PALAM et tous les Directeurs nationaux pour leurs brillantes présentations.

Clôturent les travaux, **Madame le Ministre d'Etat** a renouvelé toute sa gratitude à l'ensemble des parlementaires et aux Conseillers de la République, pour les chaleureuses marques de considération exprimées notamment au cours des sessions parlementaires.

Félicitant la Directrice et toute l'équipe du PALAM, y compris les Directeurs nationaux, centres de responsabilité, pour le travail remarquable déjà accompli, Madame le Ministre les a tous exhortés à redoubler d'initiatives malgré les contraintes signalées, en vue de réaliser les objectifs fixés. Elle a demandé à l'équipe du PALAM de travailler en synergie avec les parlementaires.

A l'endroit de ces derniers, elle leur a demandé de se rapprocher de Madame la Directrice du Programme pour toutes les questions qui portent sur leurs régions respectives.

C'est sur des mots de remerciements au Chef de l'Etat et au Président de la BID, que **Madame le Ministre d'Etat** a déclaré clos les travaux de ces assises.

## VI. DIFFICULTES

Comme durant l'exécution du PTA 2010, les principales difficultés notées au cours de ce trimestre sont:

- La lenteur dans l'obtention des avis de non objection,
- La non budgétisation du gap de classes (71) nécessaires à l'enrôlement des 8 000 enfants et des facilités,
- Le non recrutement de l'Expert en finance islamique.

## VII. RECOMMANDATIONS

Face à ces contraintes notées, nous proposons des recommandations aussi bien pour l'Etat du Sénégal que pour le bailleur en l'occurrence la Banque Islamique de Développement (BID)

- Autoriser l'inscription de la contrepartie au titre 6 (fonds de transfert) et non au titre 5, pour faciliter sa mobilisation par l'Etat du Sénégal
- Mettre à disposition des ressources nécessaires, dans la prochaine Loi de Finance Rectificative (à budgétiser et sécuriser) pour la construction des 71 classes ECB. Le souci est de permettre au Programme d'enrôler les 8.000 enfants ciblés par la composante « Accès à l'éducation des enfants de 9 à 15 ans », conformément aux termes de l'Accord de prêt ;
- Respecter les délais de non objection par un traitement diligent des dossiers soumis en tenant compte de la spécificité du programme et des échéances incompressibles ;
- Mise à disposition de ressources financières pour l'acquisition de facilités pour les enfants et les femmes.

## VIII. PERSPECTIVES POUR LE TRIMESTRE PROCHAIN

Les activités ci-dessous sont planifiées pour le trimestre prochain,

ACTIVITES	Avril	Mai	Juin	RESPONSABLE
Tenue de la session du comité de pilotage				Ministères, UGP, Partenaires,
Sélection définitive des bénéficiaires				UGP, Partenaires, Opérateurs, plateforme
Acquisition de consultant en Finance Islamique et en suivi évaluation				UGP, Cellule de passation des marchés
Sélection des opérateurs en alpha				UGP, Cellule de passation des marchés, DALN
Sélection des opérateurs techniques				UGP, DA, DEF, Cellule de passation des marchés
Elaboration des curricula				UGP, DA, Consultant
Sélection des SFD				UGP, Consultant
Construction des ECB				UGP, Entrepreneurs, DCES

## IX. RAPPORT FINANCIER DU PREMIER TRIMESTRE 2011

FONDS BID		
LIBELLES	MONTANT	COMPOSANTE
IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES	5 615 000	2 et 3
SELECTION DES OPERATEURS	360 000	1, 2 et 3
REGLEMENT FACTURE SONATEL (chèque remis depuis 2010)	267 352	5
RETRAITE (VALIDATION MANUEL PROCEDURES+PTA2011)	12 453 273	5
TENUE 2° SESSION COMITE PILOTAGE	2 087 500	5
SALAIRE	14 700 000	5
FRAIS BANCAIRES	21 714	5
<b>TOTAL OPERATIONS (1)</b>	<b>35 504 839</b>	
<b>MONTANT RECU SUR 2° APPEL DE FONDS (2)</b>	<b>249 976 974</b>	
SOLDE BANQUE AU 31/12/2010 (3)	404 156	
SOLDE BANQUE AU 31/03/2011 (2+3-1)	214 876 291	
<b>SOLDE RAPPROCHE AU 31/03/2011</b>	<b>214 876 291</b>	
SOLDE COMPTABILITE AU 31/03/2011	<b>215 454 951</b>	

FONDS BCI 2011			
SOURCE DE FINANCEMENT	MONTANT ALLOUE	MONTANT DEPENSE	SOLDE AU 31/03/2011
BCI ETAT	430 000 000	100 386 139	237 613 861

**COMMENTAIRES :** L'UGP a reçu, de la BID, au début de l'année 2011 (le 20 janvier) un virement de deux cent quarante neuf millions neuf cent soixante seize mille neuf soixante quatorze (249 976 974) francs CFA suite à un second appel de fonds pour une consommation de 14,20% à la fin du premier trimestre ; les dépenses les plus importantes sont les salaires qui en constituent 41,40% et l'atelier de retraite pour la validation du manuel de procédures et d'élaboration du PTA 2011 pour 35,07%.

Sur le BCI 2011, une allocation de quatre cent trente millions (430 000 000) de francs CFA a été accordée au Palam qui en a engagé cent million trois cent quatre vingt six mille cent trente neuf (100 386 139) francs CFA à la fin du premier trimestre ; soit une consommation de 23,34%. Parmi les dépenses engagées, on peut citer le salaire du personnel d'appui, les fournitures de bureau, les consommables informatiques, les différents entretiens, le gardiennage, l'électricité, le téléphone, les autres dépenses de communication, etc.

**N.B. : Tous les engagements ne sont pas totalement réglés au 31 mars 2011 du fait de certaines contraintes liées notamment à l'inappropriation du système de mobilisation des fonds de la contrepartie pour le programme.**

**Rapprochement bancaire au 31 MARS 2011**

Compte Banque tenu par PALAM				Extrait de Compte BIS N° 01102 250830200108			
Date	Libellés	Débit	Crédit	Date	Libellés	Débit	Crédit
	Solde Journal au 31/03/2011	215 454 951			Solde Banque au 31/03/2011		214 876 291
28/01/2010	CH 0114629		328 660				
05/03/2010	CH 0114584 MAME KANI DIOP		250 000				
	<b>Totaux mouvements</b>	<b>215 454 951</b>	<b>578 660</b>		<b>Totaux mouvements</b>	<b>-</b>	<b>214 876 291</b>
	<b>Solde rapproché</b>	<b>214 876 291</b>			<b>Solde rapproché</b>		<b>214 876 291</b>

# ANNEXES

## Le Plan de Travail du 1<sup>er</sup> trimestre 2011 (PTT)

### PT DU PREMIER TRIMESTRE DU PTA 2011 DE LA COMPOSANTE 1 BUDGET 9.180.000

Extrants	Echéancier de réalisation			Budget (en milliers de Francs CFA)				Respons.	Parties prenantes
	Activités et tâches	Début	Fin	Budget initial	BID	GDS	Total 2011		
<b>Extrant .2</b> Les apprenantes sont identifié(s) et sélectionné(e)s	2.1 Identification des bénéficiaires			16 750 000	16 750 000	0	4 300 000		
	2.1.1 Superviser la sélection des apprenantes-ts	Jeu 10 / 03 / 11	Ven 24 / 03 / 11	00	4 300 000	00	4 300 000	DALN	DALN, DA, DEF, OPERATEURS, IA / IDE
	2.1.2 Dresser la liste définitive des bénéficiaires								
<b>Extrant .3</b> Les opérateurs sont sélectionnés	3.1 Sélection des opérateurs	Lun 10/01/11	Lun 10/01/11	3 300 000	4 880 000 <sup>1</sup>	00	4 880 000	UGP / DALN	Comités d'analyse et d'approbation,
	- Valider le cahier de charge								
	- Elaborer les DAO	Lun 17/01/11	Ven 21/01/11	00	00	00	00	UGP	Plate forme, DALN, DA, DEF, UGP
	- Transmettre à la DCMP et à la BID pour avis	Lun 24/01/11	Lun 11/03/11	00	00	00	00	UGP	DALN, DA, DEF, Opérateurs
- Publier l'avis d'appel à concurrence	Jeu 12/03/11	Mar 12/04/11	00	00	00	300 000	UGP	DALN, DA, DEF, CNOAS	
<b>TOTAL BUDGET</b>				<b>3.300.000</b>	<b>9.180.000</b>	<b>00</b>	<b>9.180.000</b>		

<sup>1</sup> La différence est prise en compte par les composantes 2 et 3 dans les rubriques sélection des opérateurs

**PLAN DE TRAVAIL DU TRIMESTRE 1 2011 DE LA COMPOSANTE 2**

Extrants	Activités et tâches	Echéancier de réalisation		Budget (en milliers de Francs CFA)				Respon.
		Début	Fin	Budget initial	BID	GDS	Total	
Extrant 2.2 Les bénéficiaires sont identifiés	-Valider les listes des bénéficiaires et des métiers identifiés.	Mer 16/01/11	16/03/11	0		0		DA
	-Sélectionner les bénéficiaires	16/03/11	30/03/11		2 000 000		2 000 000	
Extrant 2.3 Les différents curricula sont disponibles	A.2.3 Développement des curricula	Lun 20/01/11	Mer13/05/11	96 000 000	96 000 000	0	96 000 000	
	Recenser les référentiels existants	Jeu 20/01/11	Lun 31/01/10	0	0	0	0	DA
Extrant 2.4 Les opérateurs sont sélectionnés	Elaborer les TDR	Mer 26/01/11	Ven /28/01/11	0	0	0	0	DA
	Valider les TDR	Lun 31/01/11	Lun 31/01/11	0	0	0	0	DA /UGP
	Analyser les situations de travail (AST)	Mer 23 /03/11	Mer 30/03/11	0	8 000 000	0	8 000 000	DA
	A.2.4 Sélection des opérateurs (techniques)	Lun 10/01/11	Lun 04/07/11	2 900 000	2 900 000	0	2 900 000	
Extrant 2.4 Les opérateurs sont sélectionnés	- Valider le cahier de charge	Lun10/01/11	Lun 10/01/11	0	0	0	0	DA, UGP,
	- Elaborer les DAO	Lun 17/01/11	Ven 21/01/11	0	0	0	0	DA
	- Transmettre à la DCOMP et à la BID pour avis	Lun 24/01/11	Lun11/03/11	0	0	0	0	UGP
	- Publier l'avis d'appel à concurrence	Jeu 12/03/11	Mar12/04/11	0	0	0	300 000	UGP

**PLAN DE TRAVAIL DU TRIMESTRE 1 2011 DE LA COMPOSANTE 3**

Extraits	Activités et tâches	Echéancier de réalisation		Budget (en milliers de Francs CFA)				Responsables	Parties prenantes
		Début	Fin	Budget initial	BID	GDS	Total 2011		
<b>Extrait 3.2</b> Les bénéficiaires sont sélectionnés	A.3.2 Identification des bénéficiaires	14/03/11	18/04/11	13 millions	13 millions	0	3 132 500		
	- Sélectionner les femmes travailleuses	14/03/11	18/04/11	0		0		OPERATEURS	DEF- Plate forme
	- Superviser la sélection des femmes travailleuses	14/03/11	18/04/11	0		0		DEF	Plateforme
<b>Extrait 3.3</b> Les opérateurs sont sélectionnés	A.3.3 Sélection des opérateurs	Lun 14/03/11	Mar 31/05/11	3.900.000	3.900.000	0	3 820 000	DEF	
	- Demander l'avis de non objection à la BID	Lun 14/03/11		0	0	0	0	UGP	UGP
	- Lancer les appels d'offre	Lun 14/03/11	Lun 14/03/11	0	0	0	0	UGP	UGP -DEF
	- Evaluer les offres techniques	Lun 21/03/11	Mer 23/03/11	0	0	0		DEF-	Comité d'analyse technique
	- Demander l'avis de non objection	Jeu/24/03/11	Lun 25/04/11	0	0	0	0	UGP	UGP

**PLAN DE TRAVAIL TRIMESTRIEL (PTT) DU TRIMESTRE 1 (Janvier- Février-Mars 2011) cf. tableau suivant**

Activités	Tâches	Echéancier de réalisation		Responsables	Parties prenantes	Budget Prévu 2011 (en milliers de Francs CFA)		GDS
		Début	Fin			Budget Prévu en 2011	BID	
1. Finaliser les conventions avec les différents partenaires	1.1 Négocier les conventions avec les partenaires	Lun 03/01/11	Ven 29/04/11	UGP	AP/SFD, CONGAD	0		
	1.2 Signer les conventions	Lun 03/01/11	Ven 29/04/11	UGP	AP/SFD, CONGAD	0		
2. Assistance Technique en Finance Islamique	2.1 Relancer les offres en finance islamique	Lun 14/03/11	Ven 22/04/11	UGP		0		
3. Assistance Technique en Suivi - évaluation	3.1 Relancer les offres en suivi-évaluation	Lun 07/03/11	Jeu 07/04/11	UGP				
4. Sélection des SFD	4.1 Pré- sélectionner les SFD	Mer 05/01/11	Ven 25/02/11	UGP	DRS/SFD		0	
	4.2 Diagnostiquer les SFD pré- sélectionnés	Lun 28/02/11	Ven 25/03/11	UGP	Consultant	3 000 000	3 000 000	
5. Sélection des ONG	4.3 Finaliser la sélection des SFD	Lun 28/03/11	Ven 15/04/11	UGP		2 000 000	2 000 000	
	5.1 Elaborer le Dossier de Consultation Restreinte	Lun 07/02/11	Ven 11/02/11	UGP		0		
	5.2 Demander l'avis de non objection à la BID	Lun 14/02/11	Ven 25/03/11	UGP	BID	0		
	5.3 Lancer la consultation	Lun 28/03/11	Ven 06/05/11	UGP		0		
<b>TOTAL GENERAL TRIMESTRE 1 COMPOSANTE 4 = 5 000 000 FCF</b>								

**PLAN DE TRAVAIL DU TRIMESTRE 1 2011 DE LA COMPOSANTE 5 : 109 500 000 F CFA**

Extrants	Activités et tâches	Echéancier de réalisation		Budget				Respons.	Parties prenantes
		Début	Fin	Budget initial	BID	GDS	Total 2011		
<b>Extrant 5.1</b> Fonctionnement UGP	5.1 Fonctionnement (salaires, cotisations sociales et fiscales, assurances, consommables, carburant, entretiens et réparations, eau, électricité, etc...) 5.2 Acquisition de matériel roulant	01/01/2011	30/03/2011	448 800 000	58 800 000	128 000 000	46 700 000	UGP	UGP, BID, ETAT, DALN, DA, DEF
<b>Extrant 5.2</b> Organisation des communautés de base, réunions et ateliers	5.2 Organisation des communautés de bases, réunions et ateliers	01/01/2011	31/12/2011	20 000 000	0	20 000 000	20 000 000	UGP	UGP, DALN, DA, DEF, Partenaires du projet, Plateforme, Bénéficiaires
<b>Extrant 5.4</b> Un rapport d'audit produit	5.4 Audits	01/01/2011	30/04/2011	32 000 000	8 000 000	0	8 000 000	UGP	UGP, DALN, DA, DEF, Partenaires du projet, Cabinet d'audit
<b>Extrant 5.6</b> Suivi des activités	5.6.1 Mise en place comité des villageois 5.6.4 Suivi des activités	01/01/2011	31/12/2011	5 000 000	0	5 000 000	5 000 000	UGP	UGP, DALN, DA, DEF, SFD, Opérateurs, Plateforme
<b>Total budget composante 5 pour l'an 2011</b>					<b>88 800 000</b>	<b>187 800 000</b>	<b>109 500 000</b>		